

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 27 NOVEMBRE 2012

AFFAIRE SUIVIE PAR : Michelle LEDROLE

☎ : 04.56.59.49.61

📠 : 04.56.59.49.96

✉ : michele.ledrole@isere.gouv.fr

## **A R R E T E DE MISE EN DEMEURE** **N° 2012-332-0029**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2007-07920 du 18 septembre 2007 autorisant la société PAPREC à exploiter un centre de tri/transit de déchets non dangereux sur la commune de VARCES ALLIERES ET RISSET, RN 75, Les Molies ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes en date du 14 novembre 2012 établi à la suite d'une visite d'inspection approfondie réalisée le 20 septembre 2012 ;

**CONSIDERANT** que lors de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté des conditions d'exploitation très différentes de celles mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation et de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, section 1, chapitre IV, du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** – La société PAPREC est mise en demeure de mettre en conformité, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, ses installations situées à VARCES ALLIERES ET RISSET par rapport aux dispositions des paragraphes 2.10, 2.11, 3.5, 3.6 et 6.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2007-07920 du 18 septembre 2007.

L'exploitant peut, le cas échéant, déposer un dossier de demande de modifications des conditions d'exploitation avant l'échéance de la mise en demeure, accompagné de l'ensemble des justifications et mesures compensatoires nécessaires.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de VARCES ALLIERES ET RISSET et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PAPREC.

Grenoble, le 27 NOV. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT